

Pédagogie du 18 juin

Eric Branca

Pédagogie du 18 juin, Espoir n°31, juin 1980

A l'occasion de ce quarantième anniversaire du 18 juin, à la suite d'articles de personnalités ayant vécu ces tragiques événements de 1940, Espoir a pensé qu'il ne serait pas sans intérêt de demander à un jeune, étudiant en histoire en 1980, d'écrire quelques pages sur le 18 juin 1940 qu'il n'a évidemment pas connu...

Représentant et interprète d'une autre génération, Eric Branca a donc écrit, pour Espoir :
« Pédagogie du 18 juin 1940 »

... « Il ne restera, de ceux qui ne combattent pas pour un rêve, que la trace des esclaves ou la vaine poussière des armées vaincues... »

André Malraux

L'acte du 18 juin appelle le mythe. Il commande pourtant une suite de réalités tangibles, durables et persistantes. En apparence antinomiques, ces deux constatations n'en participent pas moins d'une même matière historique. Certes, tout mythe a ses fondements, lesquels peuvent parfaitement s'identifier à ceux de l'action qu'il sert, inaugure et sublime à la fois. Or le mythe, au contraire de l'Histoire, se montre sans nuance, inconditionnel souvent. Apanage du héros et flétrissure du traître, il ne se contente pas, pour voir le jour, de demi-faits d'armes ou de demi-ruptures : il n'atteint jamais ceux qui, pour toute action, tentent de « sauver les meubles ».

En ce sens, le régime de Vichy, conçu dans le malheur, brisé par la victoire, solidaire pour l'avoir favorisé, d'un conformisme omniprésent de la défaite, ressort d'une catégorie à première vue plus évidente que celle donnant au même moment naissance à la France Libre : celle-ci paraît alors répondre à une causalité trouvant sa source, moins dans la guerre — son support matériel, pourrait-on dire — que dans une volonté singulière et bientôt irradiée : celle de Charles de Gaulle.

Et, c'est bien parce que l'« irréalisme » dont on le stigmatisera aux premières années du conflit, s'oppose sans espoir de conciliation au pseudo-réalisme des gouvernants de Vichy, qu'il est à présent logique, en ce temps qu'assiègent à nouveau les ruineuses chimères du renoncement, qu'un certain nombre de jeunes — qui nés avec la nouvelle République, s'aperçoivent non sans angoisse que le plus brillant renouveau est menacé d'épuisement dès lors que la pratique politicienne substitue la « tradition gaulliste » à l'éternel désir d'un achèvement — se tournent vers l'exemple presque idéal du 18 juin, acte qui pour ceux dont l'ambition est d'échapper aux charmes faciles du nihilisme en offrant à la France les moyens d'un nouveau rêve, fonde une authentique Pédagogie du refus créateur.

A quoi donc correspond, 40 ans après, cette *Pédagogie* ?

-I-

Il semble qu'elle soit d'abord un moyen parmi d'autres de rendre intelligible l'anticonformisme

dont rêve, faute souvent de pouvoir l'assumer, une part essentielle de la jeunesse. Or De Gaulle ne fut-il pas, dès l'abord, une manière d'anticonformiste immortalisé par l'exceptionnelle efficacité du mythe qu'il engendra ? Vu par les Jeunes, il l'est bien souvent et d'une manière éminemment frappante si l'on se réfère, par exemple, aux propos tenus voici quelques mois par une centaine d'entre nous issus de tous les milieux sociaux, culturels, politiques voire, réunis à l'initiative de l'Institut Ch. de Gaulle et appelés à s'exprimer sur leur vision de l'homme du 18 juin... La notion qui, contre toute attente, s'avéra vraiment significative et ponctua de manière souvent obsédante la teneur générale des débats, fut l'aspect créateur de l'anticonformisme gaullien. Certes il ne s'agit pas d'une interprétation « ex nihilo » : tributaire assurément de la grande geste inaugurée en 1940 et jamais éteinte depuis, ce point de vue ressort pourtant d'une incontestable réalité historique : preuve par l'absurde que le mythe, si manichéen soit-il, transcende quelquefois et pour mieux la servir l'immédiate substance des actions passées, sauvant pour la postérité les chances arithmétiques de leur devenir... Ainsi, même si une infime minorité des jeunes présents connaissait le détail des faits dont nous parlions — forts heureusement, nous n'étions pas tous étudiants et bien peu d'entre nous étaient historiens — une quasi- unanimité se dégagait pour considérer en l'illustrant, le rôle presque exclusif joué dans notre mémoire, par la rupture sans retour de juin 1940.

C'est donc par l'ampleur de son anticonformisme que Charles de Gaulle entra, à nos yeux, dans l'histoire de la France et dans celle du monde. Avant le 18 juin pourtant, il n'avait guère cessé d'en cultiver le don ; concordance historique entre les ressorts du mythe et les déterminismes d'un refus aujourd'hui légendaire.

Dès l'Ecole Supérieure de Guerre, en effet, Charles de Gaulle manifeste un goût marqué pour l'indépendance, l'innovation, voire pour une certaine insubordination (1). Les sources ne manquent pas qui permettent de déceler, dès cette époque, le germe du conflit qui, 10 ans plus tard, allait se consommer entre lui-même et le Haut- Commandement, non seulement sur le chapitre bien connu de l'Arme blindée, mais encore et surtout, sur la philosophie qui, selon lui, devait sous-tendre l'Acte de guerre. Sa sortie de l'ESG et la parution, au même moment (1924), de *La discorde chez l'ennemi*, ouvre pour de Gaulle une période de formation qui, après un passage de 2 ans au Cabinet du Maréchal Pétain, l'amènera entre 1927 et 1931, de l'Allemagne au Levant.

Pendant ces années, il n'est pas trop fort de dire qu'il se heurte perpétuellement à l'Ordre établi, soit qu'il ignore délibérément les directives de ses chefs en organisant, à Trêves, une démonstration retentissante de sa doctrine du Commandement (2), soit qu'il condamne, dans une lettre aujourd'hui célèbre, le système colonial rencontré en 1930-31 à Beyrouth (3).

Quant à la fameuse querelle des blindés, inaugurée modestement en 1933, par un article de la Revue politique et parlementaire, et close devant l'Histoire, par la sanction sans retour de mai 1940, elle montre à quel point le futur général de Gaulle savait, quand l'objet lui en semblait digne, s'opposer presque seul aux habitudes les plus ancrées, aux doctrines les mieux établies, aux personnages les plus influents.

Cette puissante capacité de refus, associée à une non moins singulière faculté d'innovation auront donc leur rôle dans la décision du 18 juin puis dans la légendaire intransigeance des années de guerre.

Au reste, l'anti-conformisme militant des années 1930 n'excluait pas une connaissance

approfondie des institutions et des hommes mêlés de près ou de loin au destin de la France. Aspect fondamental pour saisir les premiers temps de la France Libre, cette question est trop souvent négligée au profit de la commune interprétation voulant qu'à la veille du conflit, de Gaulle soit resté un soldat que la chose militaire préoccupe davantage qu'une vie publique qu'il méconnaît en même temps qu'elle l'ignore. Ce faisant, on oublie toutefois qu'outre les contacts politiques qui étaient les siens (4) l'Homme du 18 juin avait pu s'édifier d'une expérience de 5 années au Secrétariat Général de la Défense nationale (5).

Là furent compris des mécanismes, rencontrés des hommes, jugé un système militaire, toutes choses indissociables du régime politique qui les sous-tendait et dont de Gaulle fréquentait, par ailleurs, certains représentants (6) : de 1931 à 1937, il collabora par exemple au projet de loi sur l'Organisation de la Nation en temps de guerre (7).

A la veille du conflit, de Gaulle possède donc une préparation matérielle et psychologique (8) très souvent supérieure à celle Soviète des autres officiers. Et, bien que s'abstenant évidemment de tout engagement direct, les contacts politiques qui, pour des raisons d'efficacité parlementaire, sont les siens, contribuent de manière substantielle à l'ouvrir aux grands problèmes du monde. L'anti- germanisme de « raison » prôné dès les années Vingt, renforcé par la montée irrésistible de la puissance allemande puis par l'affirmation nouvelle des velléités italiennes, s'est muée d'autre part en Antifascisme global, de Gaulle étant, en 1938, parmi les tous premiers abonnés de la revue démocrate- chrétienne et notoirement antifranquiste Temps Présent, fondée par Stanislas Fumet. Mieux, il s'inscrira bientôt aux amis de cette revue, association qu'animait — entre autres— Maurice Schumann (9).

Le Mémoire de janvier 1940, adressé aux 80 personnalités les plus marquantes de l'Etat et de l'Armée, constitue quant à lui, une étape tout aussi décisive dans l'affirmation de cet anti-conformisme qui depuis longtemps caractérisait de Gaulle mais qui, à l'épreuve de la guerre, allait entrer dans la Légende et fonder une nouvelle pratique politique.

Le texte précis de cette note est le condensé, mis au goût du jour (10) des idées qui lui sont chères sur l'armée blindée ; contenant des vérités que certains regretteront par la suite de n'avoir pas pris en compte, c'est cependant moins pour sa teneur qu'en raison de sa forme, qu'il convient de mentionner cet événement, un simple Colonel parmi les centaines que comptait l'armée française, ayant pris la responsabilité redoutable de « souffler » tous les échelons de la hiérarchie pour s'adresser directement aux instances les plus élevées de la République en guerre. Là encore, l'essentiel étant selon lui menacé, de Gaulle passa outre la crainte des sanctions et parvint à faire entendre une vérité dont Alain disait que « s'il y a péril à la chercher ou si les intérêts s'arrangent du faux, il se fait en chacun une carapace politique très exactement fermée et gardée ».

Sa prochaine entrée dans le gouvernement remanié de Paul Reynaud, en qualité de Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre, le 5 juin 1940, ouvre ce qu'il est convenu d'appeler la préparation directe du 18 juin. Pourtant, cette période de 12 jours, fertile en événements dramatiques ne sera rien que l'épilogue d'une longue prise de conscience. Cette expérience directe des responsabilités gouvernementales permettra à de Gaulle de renforcer ses convictions, de confirmer son diagnostic, bref, de les mener à leur seul vrai terme : la rupture. Ainsi, seront frappés les trois coups qui conféreront au 18 juin cette logique interne qui pour n'avoir pas été d'emblée celle du plus grand nombre fut au moins celle d'un homme, d'une situation puis d'une entreprise, non point gratuites et spontanées, mais lentement mûries à la

lumière d'une expérience de vingt années que révèle, tandis que « s'envolaient les mots irrévocables » (11) l'extrême puissance de son refus.

De fait, est-ce l'acte presque irrationnel de poser seul la continuité politique et morale de la Nation brisée, qui devait faire naître tout ensemble, l'épopée et le mythe, à tel point qu'il demeure périlleux d'apprécier la cause originelle de leur succès commun, de l'effort opiniâtre qui s'engageait alors ou des mots bientôt légendaires qui traversaient la mer... Le Non rédempteur de l'homme qui s'oppose au Oui implicite d'une collectivité prostrée dans la défaite, n'est-il pas d'essence irrationnelle même s'il argue la raison pour étayer son verbe et dicter son action ?

-2-

Cette dynamique de la rupture que nous venons d'observer confère donc tout son sens à l'anti-conformisme auquel nous faisons allusion, lequel fonde une pratique essentiellement volontariste et partant exemplaire de la liberté, pédagogie à laquelle ne peut manquer d'être sensible une jeunesse comme la nôtre, dès lors qu'elle accepte de regarder les choses en face et de se souvenir pour mieux agir : on ne crée pas sur le Rien, on peut en revanche, créer sur la force toujours ré-inventée du refus, si ce refus apporte à la fois la salut, la dignité et la liberté d'une communauté humaine et de l'homme tout court.

Or, ce qui suscita l'élan des paroles salvatrices fut moins le strict réalisme — le strict réalisme répond alors au nom de Pétain — qu'une conception très cornélienne de la légitimité, celle qui fait dire au Sertorius de la Tragédie : « Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis »...

Mais, à cette conception essentiellement héroïque et individuelle dont s'édifiait de Gaulle, s'opposa d'emblée la tradition non moins classique, reprise en un même élan de conformisme par les coupables de l'Armistice : celle des Sénateurs romains qui suivant Tite-Live, demeurèrent assis à leurs sièges curules dans l'attente impassible de l'envahisseur gaulois... Cette réminiscence culturelle mal digérée (12) sertit pourtant de panacée morale au défaitisme des élites qui, précipitées dans la défaite, allaient bientôt s'employer à en exploiter les suites. Nous n'avons certes pas rappelé Tite-Live pour rien : le thème selon lequel l'honneur du gouvernement consiste à accepter la servitude en demeurant coûte que coûte à Paris, contribuera dès le 26 mai 1940 —quand demeuraient encore toutes les possibilités de faire se replier les pouvoirs publics en Afrique du Nord— à pourrir quotidiennement la situation déjà bien précaire du Cabinet Reynaud.

Comme on le voit, cette mystique délirante d'un sol sacré qu'il eût été, pour certains, impensable voire criminel de quitter, leur permettait d'abdiquer insidieusement les moyens du salut et de transformer leur volontaire capitulation en expiation collective, servant même aux thuriféraires du Maréchal pour accréditer dans l'opinion ébranlée, l'allégorie du « bouclier » qu'était censé représenté ce dernier...

Quoi de plus important par conséquent, que de tirer, 40 ans après, les leçons d'une semblable tragédie ; de montrer l'ornière sans fond où s'enfoncent les zéloteurs du compromis, les maniaques de l'abaissement qui sous le prétexte sans cesse allégué de « sauver l'essentiel » s'enlisent dans les boues insondables de la dépendance, sans jamais fixer de seuil aux concessions que volontairement ils acceptent lors même qu'on ne leur en demande pas ; quand même ils savent que l'engrenage a pour fin avouée de les broyer ? Quoi de plus actuel que de

transposer dans l'environnement politique, économique, social, international qui est le nôtre, la réponse sans nuances— il est des fois où la nuance tue — que fit de Gaulle aux éternels vaincus qui l'adjuraient hier de reconnaître la fin de la France ?

Et puisque aujourd'hui d'aucuns veulent à nouveau rassembler en une même et honteuse falsification, l'homme de Montoire et celui du 18 juin, prouver ainsi la complicité objective de ceux qui livraient la France à Hitler et de ceux qui lui étaient livrés, nous tenons, au nom des Jeunes qui savent et pour ceux qui ne savent pas, à lever, même brièvement, cette coupable et perpétuelle ambiguïté :

- De Gaulle appelant, le 11 novembre 1942, à l'unité nationale (« Le ciment de l'unité française, c'est le sang des Français »), Pétain proclame de son côté qu'il existe deux Frances : celle qui expie (« Français, vous souffrez et vous souffrirez longtemps encore car vous n'avez pas fini de payer toutes vos fautes, 17/06/41) et celle qui, parce qu'elle combat, manque à son devoir (« Par l'Armistice, nous avons déposé les armes, nous n'avons pas le droit de les reprendre pour frapper les Allemands dans le dos », 22/ 10/41).

- La France Libre ne concevant le salut de la Nation qu'en vertu d'une victoire à laquelle elle doit participer (« Prétendre que la France puisse être et demeurer la France sous la botte d'Hitler et le sabot de Mussolini, c'est de la sénilité ou de la trahison... La France, même partagée, même pillée, même livrée n'a pas à jouer perdu », Ch. de Gaulle, 13/ 07/40), Vichy organise la collaboration idéologique, économique et policière avec le IIIe Reich, ainsi que l'annonce Pétain dans un discours demeuré célèbre : « ... Dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, j'entre aujourd'hui dans la voie de la Collaboration... Cette collaboration doit être sincère. Elle doit être exclusive de toute pensée d'agression ». (30/10/40)

- De Gaulle opposant à la carence du régime représentatif, une démocratie véritable, concevable uniquement après la victoire de nos armes (« Un régime moral, social, politique, a abdiqué dans la défaite après s'être paralysé dans la licence. Un autre, sorti d'une criminelle capitulation, s'exalte en pouvoir personnel. Le peuple français les condamne tous deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une Révolution », 23/06/42), la même carence pousse Pétain à instaurer, à la faveur de la défaite et appuyé par les nazis, une dictature qui bien souvent devance leurs exigences et calque leurs obsessions : « L'idée nationale- socialiste de la primauté du travail, nous avons d'autant moins de mal à l'accepter qu'elle fait partie de notre héritage classique » annonce Pétain le 8/07/41, avant de préciser : « Le remembrement de la Société française doit s'opérer par la sélection des élites »... Enfin, que dire de ces deux promesses d'avenir :

- Celle de Charles de Gaulle : « Nous voulons que l'idéal séculaire français de liberté, d'égalité, de fraternité, soit désormais mis en pratique chez nous (...) que chacun ait, au départ de son activité sociale, des chances égales à celles de tous les autres, que chacun soit respecté par tous et aidé s'il en est besoin ». (08/07/41)

- Et celle de Pétain : « Le régime nouveau (...) sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes... » (11/10/40)

Ce parallèle eût certes pu être poursuivi au gré des textes, des discours et plus encore, des actes. Nous doutons naturellement qu'il serve à ceux que dirige le seul dogmatisme. Puisse-t-il au moins rappeler la réalité scientifique d'une discorde que matérialise, pour l'Histoire, le

martyre des Français livrés ou exterminés par Vichy, ceux-là qui avaient choisi « la voie la plus dure et aussi la plus habile : la voie droite » (13), ceux dont « le plus humble sang versé » ne se conjuguera jamais au conditionnel...

Ainsi se profile donc ce que nous pourrions nommer un anticonformisme de la liberté, lequel naquit, s'épanouit et sut vaincre, en un temps où régnaient sans partage, les odieux conformismes du renoncement. Pédagogie de la liberté, le 18 juin est l'émanation de l'éternel appel des hommes à la justice, c'est-à-dire à l'effort d'être digne, toutes choses qu'ignorent les amènes besogneux de la « puissance moyenne », de la conciliation et de l'insignifiance des peuples, ceux qui transforment en religion l'aliénante puissance de l'argent : apparente pauvreté du sacrifice face au primat soi-disant ontologique de l'économie de marché !... Avec le 18 juin, est posé en clair le principe d'une libération permanente et toujours inachevée, long cortège silencieux des révolutions faites pour durer, depuis celle qui sauva la France de la servitude jusqu'à l'indépendance rendue à nos anciennes colonies et à la tentative enfreinte de « décoloniser » le monde du salariat, en passant par le droit de vote donné aux femmes et par la refonte des institutions pseudo-démocratiques de la précédente république : éléments d'un tout indissociable qui nous fait dire, à la suite d'une grande voix qui s'est tue, que « le général de Gaulle a rétabli la France de libérations en libérations » (14)... De fait, le refus de 1940 est-il un acte essentiellement positif, une rupture qui dans l'esprit de son auteur, fondait la nécessaire condition de l'idéal rassemblement des Français sur la France, unis derrière le Non qui les sauva de l'esclavage, plutôt que de l'être dans l'acceptation non moins séculaire d'un pessimisme toujours sollicité.

-3-

Libérer la Nation, la société et l'homme de tout ce qui les opprime, réaliser dans l'effort la souhaitable unanimité des Français confère sans nul doute une immense signification au combat qui oppose la jeunesse aux féodalités dont la seule légitimité est d'exister ; cette jeunesse française qu'eût tant aimé revoir le Général avant que de mourir. Mais, que vaudrait ce combat pour le destin de la France s'il n'était aussi et comme depuis des siècles, un exemple pour le monde, tout comme le furent jadis, et la France de la Monarchie et celle des soldats de l'AN II ; celles-là même qui figurèrent tout à tour la raison puis le cœur de l'Europe ?

Or cette France, dont la Royauté ne fut jamais autre chose qu'un instrument d'émancipation du plus grand nombre et s'éteignit au soir où elle cessa de l'être ; dont la République lorsqu'elle devint Empire, ne s'imposa aux sombres fédérations qui en portaient le nom qu'en tant qu'elle fut d'abord celui des droits de l'homme et de l'égalité civile au lieu d'être celui de l'oppression ; cette France qui pour avoir été 100 fois vaincue par les plus terribles hégémonies sut toujours leur opposer l'espoir de redevenir elle-même, peut encore et ce, contre toutes les fausses exaltations, reprendre avec le monde ce long dialogue faute duquel elle perd tout ensemble son âme et sa légende.

Certes, que cela ne veuille pas dire, que cela ne puisse pas vouloir dire que le jeu de la France fut toujours le meilleur, de Munich à Dien-Bien-Phu en passant par Singmarin- gen ! Il n'a pourtant été honteux qu'aux temps où elle cessa délibérément d'être elle-même, aux jours pas si lointains où sa classe politique se vautra dans la capitulation ou sacrifia son honneur même au maintien d'un ordre colonial suranné et quelquefois criminel. A contrario, la France redevint la France lorsque de Gaulle sut, comme avant lui l'avaient fait tant de

grandes figures disparues, la sauver de l'effacement, puis rendre à ses soldats l'immense honneur d'être Français, c'est-à-dire de ne plus se battre pour dominer.

Aussi, ce refus de l'inacceptable sous-tendant ce qu'il est convenu d'appeler le Gaullisme, fonde-t-il une pratique hautement positive liant inséparablement l'honneur d'être homme à l'indépendance des formes politiques qui garantissent -- contre l'effacement des pouvoirs privés-- l'accomplissement véritable de la vie sociale, à savoir l'*Etat*, seul instrument légitime du devenir collectif : légitime parce que libre et libre parce qu'appuyé sur l'unique organisme qui, au contraire de l'Empire, traverse les siècles et transcende les épreuves, *la Nation*.

Partant, nous ne pouvons clore cette courte synthèse sans nous interroger sur la puissance symbolique qu'oppose à toutes les tentatives d'hégémonie, l'Acte du 18 juin. Ce n'est certes pas un hasard si maints états de ce que nous nommons le Tiers-Monde, lui reconnaissent, par la bouche même de leurs principaux dirigeants, une valeur d'exemple que peu d'entre eux ignorent désormais.

Il n'est, pour s'en persuader, que de relire les télégrammes expédiés après le 9 novembre 1970, par les chefs d'Etat des pays en voie de développement : la mention presque rituelle faite à l'homme du 18 juin et à l'adversaire du Fascisme qu'il devint alors, devance par sa fréquence, celle, instinctivement laudative qu'un grand nombre de messages confère à sa stature de décolonisateur. Paradoxalement, est-ce donc peut-être moins dans le cadre étroit de l'espace français qu'est fait le plus souvent et le plus puissamment allusion à l'acte qui pourtant le sauva, que dans les parties les plus inattendues du globe, celles-là même qui pour n'avoir pas vécu l'expérience historique de l'événement, voudraient toutefois en assumer la leçon.

En France, au contraire, c'est moins pour d'éminentes raisons nationales qu'en vertu de très-classiques impératifs politiques, qu'il est convenu de se référer à l'œuvre du général de Gaulle, « hommage que rend le vice à la vertu » ; comédie de ceux qui, suivant Malraux, « sont toujours en retard d'un Gaullisme... »

Au vrai, il n'est de « tradition gaulliste » que pour les forces qui ont intérêt à enfermer le gaullisme dans le passé : qui dit tradition dit souvent « réaction »... Or, le maintien de la France, en tant qu'il est une garantie historique de la liberté des Français, ne peut en aucun cas être réduit à un héritage, puisque l'héritage participe toujours de la mort et que sa sauvegarde, même sincère, équivaut rien moins qu'à arracher quelques pieux souvenirs de ce qui a vécu. Espère-t-on sérieusement que la masse de la jeunesse se rassemblera sur de pieux souvenirs, fussent-ils héroïques ? Certes non, car l'on n'a jamais construit durablement que sur des principes porteurs de vie... Or le 18 juin est beaucoup plus qu'un souvenir : il est, comme le Gaullisme, une expression privilégiée de la permanence française ; le seul moyen de réinventer vraiment sa fidélité à la France ; beaucoup plus, donc, qu'une simple tradition, cette tradition qui, en 1940, voulait qu'on s'agrippât au sol devenu carcéral de la nation : qu'on s'offrît librement à la servitude, en confondant l'attachement qu'on lui voue avec l'idée historique et morale qui s'y attache. Qu'avons-nous à faire des traditions qui prônent la vassalité ? Qu'ont à faire les peuples de pouvoirs esclaves ?

Né du *refus* de 1940, le Gaullisme fut donc un moyen permanent de refaire la France en rompant impitoyablement avec tout ce qui risquait de la faire périr. De fait, l'exercice gaullien de la chose publique fut-il moins une action visant à *restaurer* -- la restauration ne se conçoit qu'en vertu d'un modèle, or qu'était le modèle du Général sinon la liberté de la France et celle du monde, prises dans leur acception « vingt fois séculaire » ?-- qu'une suite de ruptures

toutes destinées à sublimer la « certaine idée » qu'il s'en faisait. Comment donc rester fidèle à une continuité de cette nature, autrement qu'en cultivant sa propre capacité de rompre, en sachant que le refus est la meilleure des affirmations, lorsque le réalisme impose l'acceptation du pire ? Les jeunes dignes de ce nom, ne voient, pour leur part aucune raison d'accepter le pire. Ils ont même toutes les raisons de rejeter le strict réalisme qu'on prétend leur offrir : leur fidélité à de Gaulle et à la France sera peut-être de la ré-inventer. Et d'abord de savoir refuser ce qui l'écrase.

Refus de l'ancienne mais toujours renaissante notion d'Empire opposée à la souveraineté des peuples; preuve suprême que la liberté d'une nation est indissociable de celle de son Etat ; démonstration que seules peuvent disparaître les collectivités qui y consentent : tel est donc le triptyque essentiel de ce qui demeure dans l'éternité comme la forme la plus parfaite de cette « pédagogie » à laquelle nous faisons allusion -- puissance insoupçonnée de ces trois lettres dont la force domine l'histoire et qui firent prononcer à l'auteur de la *condition humaine*, l'un des plus beaux morceaux de son œuvre d'orateur.

Écoutons-le : « Le mot NON, fermement opposé à la force, possède une puissance mystérieuse qui vient du fond des siècles. Toutes les plus hautes figures spirituelles de l'humanité ont dit Non à César. Prométhée règne sur la tragédie et sur notre mémoire pour avoir dit Non aux Dieux. La Résistance n'échappait à l'éparpillement qu'en gravitant autour du Non du 18 juin.

« Les ombres inconnues qui se bousculaient aux Glières dans une nuit de jugement dernier n'étaient rien de plus que les hommes du *non*, mais ce non du maquisard obscur collé à la terre pour sa première nuit de mort, suffit à faire de ce pauvre gars le compagnon de Jeanne et d'Antigone...

... L'esclave dit toujours oui ».

1. *Le Colonel Moyrand, professeur de tactique générale à l'ESG compare, dans le relevé des notes de 2e année, l'attitude du Capitaine de Gaulle à celle d'un « Roi en exil ». L'origine de cette malveillance est sans doute imputable à l'abîme doctrinal qui séparait les deux hommes, le premier faisant sienne la doctrine « a priori » chère à l'Etat-Major, le second prônant pour sa part, celle, très hétérodoxe, des « circonstances ».*

2. *Mettant en pratique ses convictions relatives à l'homme de caractère, de Gaulle qui commande le 19e BCA outrepassa les ordres reçus en doublant les étapes d'une manœuvre : on le menace de 15 jours d'arrêts de rigueur. Peu après il risque la mise en non-activité en s'opposant aux mutations de faveur sollicitées par ses subordonnés auprès de leurs députés.*

3. *De Gaulle qui est muté au Levant de novembre 1929 à novembre 1931 écrit à Lucien Nachin en juin 1930 : « Le Levant est un carrefour où tout passe ; religions, armées, Empires, marchandises, sans que rien n'y bouge. Voilà dix ans que nous y sommes. Mon impression est que nous n'y pénétrons guère et que les gens nous sont aussi étrangers (et réciproquement) qu'ils ne le furent jamais... Il y a un homme, et je crois, un seul qui comprenait bien la Syrie et savait y faire ; c'était le Colonel Catroux. C'est pourquoi il en est parti... »*

4. *Contacts fort divers au demeurant, puisqu'outre la collaboration directe qui le liait depuis 1935 à Paul Reynaud, de Gaulle eut l'occasion de rencontrer des figures aussi diverses que P.O. Lapie, P. Serre, Frédéric Dupont, A. Millerand, C. Chautemps, L. Blum, Léo Lagrange, M. Déat, etc...*

5. *Les fonctions qu'il occupe au 2° bureau du secrétariat de la Défense nationale ne laissèrent pas de frapper de Gaulle, tant fut édifiante l'expérience qu'il y fit. 18 lignes sont consacrées dans ses Mémoires de Guerre contre cinq seulement aux précédentes missions, séjours en Pologne, drôle de Guerre, Cabinet Pétain ; Commandement à Trêves, -passage au Levant, etc...*

6. *Des contacts s'établirent aussi entre de Gaulle et une partie non négligeable de la presse d'opinion : l'Aube et l'Echo de Paris notamment. C'est dans des optiques très différentes que de Gaulle s'adressa à ces deux quotidiens : la grande enquête qu'il dirige --anonymement-- dans L'Aube des 8, 10, 15, 21, 25 et 29 novembre 1933 tendait à vanter les mérites de l'Armée de métier en tant que facteur de détente internationale, la Campagne qu'il suscite dans l'Echo de Paris (cf. notamment les n° des 11 janvier, 8 février, avril, 7 et 24 juin, 7 juillet 1934, 21 janvier et juin 1935) la fait au contraire valoir comme facteur de réarmement national, ce qui marque un empirisme largement révélateur.*

7. *cf. in ESPOIR, n° 18, pp. 42 et suivantes : les premiers contacts du Lieutenant-Colonel de Gaulle avec les administrations civiles, par P. La-belle.*

8. *En 1924 de Gaulle avait dédié La discorde chez l'ennemi à Ch. Maurras, source de systématisations hâtives de la part des commentateurs les plus malveillants : rappelons seulement que si l'on se place au milieu des années vingt, le virage qui, en 1936, avait fait primer l'antibolchevisme sur la Germanophobie de naguère, ne s'était pas encore produit dans la doctrine du « nationalisme intégral ».*

De fait, les analyses de politiques étrangères faites par de Gaulle d'une part et le courant monarchiste d'autre part, ne différaient pas fondamentalement : même admiration pour la politique classique de la France en égard à l'Allemagne, même méfiance quant à l'efficacité des organisations internationales.

Un abîme en revanche les deux pensées dans le milieu des années 30, de Gaulle fidèle à lui-même, prônant l'alliance russe et la fermeté face à Hitler, les maurrassiens s'illustrant de leur côté par leur italophilie pro-fasciste et une indulgence jamais démentie envers les entreprises nazies, l'Action Française n'hésitant pas à proclamer au lendemain du coup de force rhénan du 7 mars 1936 : « Nous n'avons pas à marcher avec les Soviets contre Hitler ; nous ne voulons pas la guerre » (9.03.36)

La logique du « Plutôt Hitler que Blum » avait d'ores et déjà commencé à agir : elle ne s'arrêterait qu'à Singmaringen.

9. *Temps présent était explicitement favorable à la République espagnole. La carte qu'avait prise de Gaulle aux « Amis » du journal portait selon Maurice Schumann le n° 7.*

10. *Fort de l'expérience polonaise de septembre 1939, de Gaulle insiste, plus nettement encore que précédemment, sur la nécessité de solidariser le tandem Char-Avion, élément de base des batailles à venir.*

11. *cf. Mémoires de Guerre p. 71*

12. *Mal digérée car oubliée des vraies raisons qui poussèrent les sénateurs romains à demeurer dans la Ville, la première étant que tous les hommes en état de combattre l'avaient quittée et préparaient la revanche, et la seconde « qu'on pouvait aisément sacrifier, en*

l'abandonnant dans la Ville, la foule des vieillards qui, de toutes façons, étaient destinés à mourir» (Tite Live : Histoire Romaine, V, 48).

13. Ch. de Gaulle, 11 nov. 1942

14. André Malraux, 23/04/69.